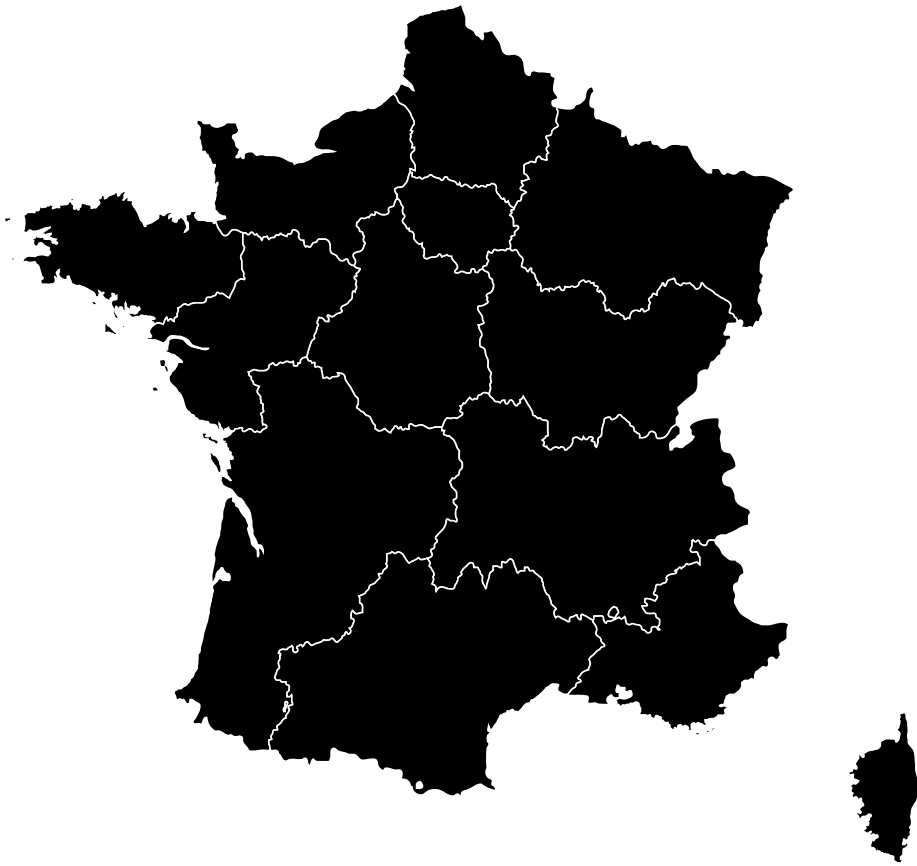


RASSEMBLEMENT NATIONAL

# LIVRE NOIR DES RÉGIONS

---



*Et réponse des groupes d'opposition  
et d'alternance du Rassemblement National*

# LIVRE NOIR DES RÉGIONS

---

*Et réponse des groupes d'opposition  
et d'alternance du Rassemblement National*

## AVANT-PROPOS



**Par Franck Allisio**  
*Conseiller de Marine Le Pen*  
*Vice-président du Groupe Rassemblement National*  
*en Provence-Alpes-Côte d'Azur*

### DE NOTRE TRAVAIL D'OPPOSITION À NOTRE MISSION DE RECONSTRUCTION

**V**oilà presque six ans que nos treize régions métropolitaines sont gouvernées par des exécutifs aux couleurs de ceux qui échouent à la tête du pays depuis 40 ans : tantôt la droite, tantôt la gauche, parfois un bricolage des deux, souvent avec la participation d'élus estampillés macronistes qui se sentent si bien au beau milieu de ce nulle part politique.

À la tête des exécutifs régionaux, vous le verrez, les majorités se succèdent autant qu'elles se ressemblent par leur programme, leur action et leur bilan peu reluisant. Toujours la même passion pour l'autopromotion à grands frais, la gestion hasardeuse et je-m'en-fou-tiste, les renoncements en matière de développement économique, les échecs en matière de transports et d'aménagement du territoire, la « subventionniste aigüe » en faveur des amis et de l'immigration.

Face à eux, et forts de la confiance de millions d'électeurs, nos élus régionaux ont travaillé, contrôlé, alerté, dénoncé et proposé durant six ans. Ce travail, parfois ingrat mais toujours essentiel en démocratie, a souvent porté ses fruits en révélant à nos concitoyens des scandales locaux, en faisant reculer l'exécutif régional sur les projets les plus néfastes et même en réussissant à faire adopter des vœux, motions ou amendements dans l'intérêt des habitants de leur région.

À la veille de la prochaine campagne régionale, le Rassemblement National est plus que jamais prêt à l'emporter afin de débiter la reconstruction de notre pays à travers ses régions !



# SOMMAIRE

<b>Avant-propos</b>	3
<b>Exécutifs régionaux sortants : un bilan peu reluisant</b>	7
Des Régions utilisées pour la promotion de leurs présidents	7
Finances : de bons gestionnaires, vraiment ?	8
Développement économique : le renoncement et l'impuissance	8
Focus sur les « plans de relance » : beaucoup de bruit pour pas grand-chose	9
Transports : l'échec des trains du quotidien	9
Aménagement du territoire : métropolisation à outrance	10
Ecologie : de la com' et du vent	10
Les lycéens sont-ils une cible électorale ?	11
Des subventions pour la gauche et l'immigration	12
<b>L'action de vos élus RN</b>	<b>15</b>
Gérer en bon père de famille	15
La relance économique par le local	16
Transports régionaux : priorité aux déplacements quotidiens	16
Rééquilibrer nos territoires	16
Le localisme plutôt que l'écologie punitive	17
Lycées : halte à l'instrumentalisation	17
Promouvoir notre culture	17
Immigration & Islamisme : les Régions aussi s'en mêlent	17
<b>Vers une France riche et forte de ses territoires</b>	<b>21</b>



# EXÉCUTIFS RÉGIONAUX SORTANTS : UN BILAN PEU RELUISANT

« *Ma primaire, ce sera le scrutin régional des Hauts-de-France* »

Xavier Bertrand

Le marche-pied électoral comme stratégie

## Des Régions utilisées pour la promotion de leurs présidents

Les présidents de Régions sont nombreux à utiliser leurs institutions comme instruments à leur seule gloire. Dans la configuration des nouvelles grandes régions, la présidence d'un Conseil régional leur donne une stature nationale : capacité à être reçu par les ministres, invitations dans les grands médias...

Si les cas les plus connus sont ceux de Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, présidents respectivement des Conseils régionaux des **Hauts-de-France** et de l'**Île-de-France**, qui servent ouvertement de leurs Régions comme de marchepieds vers l'élection présidentielle, d'autres présidents de Régions semblent pris d'hubris et cherchent à se créer artificiellement une stature internationale, ou à laisser leur marque de façon artificielle.

Certains usent et abusent de leur position, se lançant dans des entreprises inutiles, voire même grotesques, mais qui permettent d'être associé au nom du président de Région. Entreprises qui, au-delà de leur aspect risible, ont un coût non-négligeable pour les finances des collectivités régionales.

On peut citer le vrai-faux changement de nom de **Provence-Alpes-Côte d'Azur** en « Sud » par Renaud Muselier, ou le « Forum **Normandie** pour la Paix » d'Hervé Morin (800 000 euros). La **Nouvelle-Aquitaine** d'Alain Rousset s'est lancée dans une action internationale qui a bien peu à voir avec les compétences régionales avec des subventions pour une action de « redynamisation maraîchère » dans une région du Sénégal (218 645 euros) ou pour un projet de « formation des anciens combattants des FARC en éco-guides » (30 000 euros). Et comment oublier la Région **Occitanie** dont la présidente, Carole Delga, a fait passer le budget « Annonces et insertions » de 6 035 738,95 euros en 2015 à 14 508 489,36 euros en 2019...

Tout ceci servant officiellement à faire connaître la Région, mais dans les faits, à faire connaître le président du Conseil régional.

## Finances : de bons gestionnaires, vraiment ?

Les présidents de Régions aiment à se présenter comme de bons gestionnaires, soucieux de l'argent du contribuable et de la dette qu'ils laisseront aux générations futures. Force est de constater qu'il n'en est rien.

Bien souvent, les frais de fonctionnement augmentent, l'investissement diminue, les indicateurs financiers se dégradent. Précisons que c'était le cas bien avant la crise sanitaire et ses conséquences économiques, les projections que nous citons y sont d'ailleurs antérieures.

En **Centre-Val de Loire** par exemple, la capacité d'autofinancement se dégrade sur le long terme et l'investissement ne représente plus que 26,18% de l'ensemble des dépenses (contre 44,56% en 2004).

Dans de nombreuses régions, les exécutifs ont laissé filer la dette : en **Bretagne**, elle est passée de 400 millions en 2012, à 1,2 milliards aujourd'hui, on craint même une montée à 2,5 milliards d'ici à 2025.

En **Nouvelle-Aquitaine**, la dette a augmenté de 37% sur quatre ans, soit une hausse de 560 millions d'euros ; en **Normandie**, l'encours de la dette est passé de 526,7 millions en 2015 à 675,44 millions en 2020 et les projections tablent sur 1,3 milliards pour 2023.

Dans les **Hauts-de-France**, la capacité de désendettement à la veille de la crise sanitaire était de 12 ans, alors que Xavier Bertrand avait promis 9 ans. Et en **Occitanie**, l'encours de la dette a augmenté de 30,7% entre 2015 et 2019.

Les conseils régionaux ne se privent pas d'augmenter encore et toujours leurs budgets, sans que cela corresponde à l'évolution de leurs compétences ou à des investissements d'avenir. En **Normandie**, les dépenses réelles de fonctionnement ont connu une hausse de 30% en quatre ans ; en **Occitanie**, le budget a augmenté de 24% et les frais de fonctionnement de 34,88%. Dans le **Grand Est**, la hausse du budget a été de 25% sur quatre ans. Et en **Bourgogne-Franche-Comté**, les frais de fonctionnement ont augmenté de 11%.

## Développement économique : le renoncement et l'impuissance

Les conseils régionaux ont un rôle majeur dans le développement économique de notre pays. Mais, paralysés par un carcan européen et une mondialisation débridée qu'ils ont eux-mêmes organisés quand ils étaient aux responsabilités nationales, les présidents de Région sont souvent impuissants et réduits à faire de la communication.

Cela se traduit notamment par l'abandon d'entreprises régionales aux recoins de la mondialisation. On peut citer, en **Pays-de-la-Loire**, le cas de la société STX Shipping, dont la filiale française est d'une importance capitale pour la région, et qui fut mise sous séquestre en Corée pour insuffisance d'actifs en 2016. Le Groupe RN avait proposé une mise en sauvegarde de STX France, mais Bruno Retailleau a abandonné cette idée sous pression du ministre de l'Economie, un certain... Emmanuel Macron. Plus largement, les politiques économiques des exécutifs sortants sont des échecs, et l'étaient dès avant la crise sanitaire. C'est notamment le cas en **Hauts-de-France**, où les promesses de Xavier Bertrand



en matière d'emploi n'ont pas été tenu : la part de demandeurs d'emplois a augmenté et la population active régionale a décliné trois fois plus vite qu'au niveau national. Les aides régionales à l'investissement, en demandant un montant minimal de 200 000 euros, excluent de fait les PME, et la région **Hauts-de-France** est classée à la toute dernière place en termes d'investissements industriels. Un bilan bien médiocre...

## Focus sur les « plans de relance » : beaucoup de bruit pour pas grand-chose

Si on écoute les exécutifs régionaux, les milliards valent à l'occasion des plans de relance faisant suite à la crise sanitaire. Mais une analyse un peu sérieuse montre que, bien souvent, les « plans de relance » intègrent des dépenses normales qui auraient eu lieu de toute façon... voire même qui étaient déjà votées avant la crise !

En **Auvergne-Rhône Alpes**, Laurent Wauquiez a annoncé un plan de relance à un milliard d'euros. Las, quand on regarde le détail, on voit qu'il ne contient que... 86 millions de dépenses nouvelles !

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, Renaud Muselier a promis 1,4 milliards pour son plan de relance régional. Plan de relance qui comprend notamment des achats de rames de trains déjà contractualisés avec la SNCF, ou des subventions à des acteurs du sport ou de la culture, déjà programmées dans le budget d'avant crise. Ce qui aboutit à un montant réel de 149 millions d'euros.

Même quand le plan de relance est d'un montant officiel beaucoup plus modeste, comme en **Bretagne** avec 117 millions d'euros, il inclut des dépenses déjà prévues, souvent déjà votées, qui auraient eu lieu avec ou sans crise sanitaire.

## Transports : l'échec des trains du quotidien

Dans tout le pays, les trains du quotidien, ces TER utilisés tous les jours par des millions de Français pour aller travailler, fonctionnent très mal : retards – voire suppression de trains – à répétition, rames inconfortables, insécurité chronique...

De nombreuses gares ferment ou sont transformées en simple « haltes » sans présence humaine. Certaines lignes, parce qu'elles sont considérées comme pas assez rentables, voient leur fréquence de passage diminuer de plus en plus. Ce qui entraîne un cercle vicieux : moins de trains, donc les usagers prennent davantage leur voiture, donc la ligne est encore moins rentable... jusqu'à ce qu'un arrêt, ou une ligne entière, ferme complètement.

C'est ainsi que dans les **Hauts-de-France**, la convention TER 2019-2024 prévoit des dizaines de fermetures de lignes ou de suppressions de train, tandis que la régularité des TER est en baisse continue.

Si cette situation est le résultat de décennies de sous-investissement chronique dans les lignes régionales au bénéfice des lignes à grande vitesse, cela n'en dédouane pas moins ceux qui sont aux manettes des Conseils régionaux depuis six ans et qui ont été incapables d'améliorer le service de façon significative. Pire, certains s'obstinent dans cette voie et continuent de délaissé les transports quotidiens des Français.

Par exemple en **Bretagne**, l'exécutif régional s'entête dans cette politique du tout-Grande

vitesse. Les crédits massifs consacrés à la LGV Paris-Rennes ont conduit à un abandon des investissements nécessaires sur les lignes ferroviaires secondaires, au point que certaines lignes sont désormais quasiment impraticables.

Ce mauvais fonctionnement des trains du quotidien n'en coûte pas moins une véritable fortune aux budgets des Conseils régionaux. En **Occitanie**, les frais de fonctionnement de 2019 pour les transports sont deux fois plus élevés qu'en 2015 ! Et ce alors que l'investissement est lui en baisse de 9% sur cette même période.

Coût faramineux qui n'est pas aidé par des choix faits en dépit du bon sens par certains exécutifs régionaux : Grand Paris Express qui coûte une fortune en **Île-de-France**, projet de ligne ferroviaire Pau-Canfranc à 550 millions d'euros alors que celle-ci ne répond à aucun besoin en **Nouvelle-Aquitaine**...

## **Aménagement du territoire : métropolisation à outrance**

La crise des Gilets Jaunes a mis en lumière une fracture territoriale importante entre la France des métropoles, intégrées à la mondialisation, où se crée richesses et emplois, et la « France périphérique », en marge des circuits internationaux, délaissée par l'Etat, où les services publics ferment les uns après les autres.

Les Régions devraient être un outil idéal de rééquilibrage territorial, en menant une politique de proximité et de localisme qui corrige au moins en partie les grands déséquilibres dont souffrent nombre de nos concitoyens.

Hélas, ce n'est pas le cas. Les exécutifs régionaux restent prisonniers d'une vision métropolitaine et mondialiste. Leurs politiques d'aménagement du territoire se centralisent autour des métropoles régionales, délaissant ainsi les millions de Français qui vivent dans le rural et le périurbain. Pour ne prendre qu'un seul exemple, la Région **Bourgogne-Franche Comté** consacre cinq fois plus d'argent aux villes qu'aux villages. Et ce alors que les 2/3 des habitants vivent à la campagne...

## **Écologie : de la com' et du vent**

Dans toute la France, les Régions font de l'écologie. À toutes les sauces, sur tous les sujets. Ou du moins, c'est ce qu'elles voudraient nous faire croire, car quand on regarde dans le détail, on voit que tout ceci est bien creux.

L'écologie selon les exécutifs régionaux, c'est d'abord et avant tout de la communication. En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, il y a la « Cop d'avance » de Renaud Muselier, qui consiste en fait à regrouper toutes les dépenses qui ont un vague lien possible avec l'écologie, pour ensuite annoncer des montants de dépenses « vertes » faramineux. Dépenses qui relèvent en fait des transports ou de l'aménagement du territoire mais qui, par un tour de passe-passe qui ne trompe personne, sont aussi considérées comme des dépenses écologiques. Et pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, Renaud Muselier, se rêvant ministre des Affaires étrangères, est allé signer un accord sur l'environnement avec le Costa Rica. Bien loin des compétences régionales, et un trajet en avion qui n'aura pas manqué de rejeter du CO2 !

Mais en matière de communication écologique grotesque, la palme revient sans doute à Hervé Morin. Le président de la Région **Normandie** a ainsi offert à Greta Thunberg un

« Prix Liberté » de 25 000 euros. Et pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, il a créé un « GIEC normand », dont on se demande bien à quoi il sert, si ce n'est à flatter l'égo de Morin.

Mais il y a un domaine où les politiques écologiques régionales ont un effet véritable, que l'on peut mesurer et dénombrer, c'est celui de la production d'éoliennes. Les éoliennes défigurent nos paysages, bétonnent des terres fertiles, contiennent d'énormes quantités de terres rares dont l'extraction est hyper polluante, et... ne créent pas d'électricité de façon fiable. Cela a contribué à ce qu'on frôle des coupures de courant en France lors de l'hiver 2020-2021.

Ces éoliennes, les exécutifs régionaux les aiment et veulent en mettre partout. 410 en **Bourgogne-Franche-Comté**, avec un objectif à 930 ; parc éolien géant en baie de Saint-Brieuc et au large des îles du Morbihan, ou encore construction d'un quai sur le port de Brest dédié entièrement à la construction d'éoliennes en **Bretagne** ; fermes éoliennes off-shore au large de Port-la-Nouvelle en **Occitanie**...

Partout, on donne la priorité aux éoliennes. Avec partout des effets nuisibles sur l'environnement immédiat, et une production d'électricité intermittente et pas fiable.

Et pendant ce temps-là, des dossiers extrêmement importants peuvent être bloqués : la **Corse** est submergée par les déchets parce que l'exécutif de la Collectivité de **Corse** et la mairie d'Ajaccio n'arrivent pas à travailler ensemble pour trouver une solution à la sous-capacité des centres de traitement des déchets de l'île.

## Les lycéens sont-ils une cible électorale ?

Les Régions ont en charge la construction et l'entretien des lycées. Au-delà de cette tâche, certains présidents de Conseils régionaux en profitent, là encore, pour faire leur promotion personnelle au frais du contribuable.

C'est notamment le cas de Valérie Pécresse : en 2019 et en 2020, les lycéens d'**Île-de-France** ont pu trouver dans leurs manuels scolaires un feuillet avec un mot signé de sa main, accompagné de sa photo portrait. L'approche des élections régionales de 2021, où de nombreux lycéens seront en âge de voter, étant sans doute un hasard...

Nettement plus coûteux pour les finances régionales, il y a la distribution de tablettes ou ordinateurs aux lycéens. « Ce n'est pas cher, c'est l'Etat qui paye », disait François Hollande pour justifier la distribution de tablettes aux collégiens. Là, c'est le contribuable régional qui paye, et cela a des effets sur les finances publiques : en **Provence-Alpes-Côte d'Azur** par exemple, le produit de la vente des parts régionales de l'aéroport de Nice a été intégralement absorbé par l'achat de tablettes numériques à destination des lycéens. Tablettes qui, selon de nombreux parents, fonctionnent extrêmement mal.

Le pire étant sans doute quand les exécutifs régionaux se servent des lycées pour récompenser leurs amis et sanctionner ceux qu'ils n'aiment pas. Ce fut notamment le cas en **Provence-Alpes-Côte d'Azur**.

Un lycée doit être construit dans le département du Var, et la commune du Luc-en-Provence, dirigée par le RN jusqu'en 2020, était la mieux située pour cela. Mais l'exécutif régional privilégiait la commune de Gonfaron, et voulait installer ce lycée sur un terrain tellement inadapté qu'après les élections municipales, il a été « découvert » qu'il était en

zone inondable ! Et, le Luc étant dirigé par un élu LR depuis juin 2020, il fut finalement décidé que cette commune était la mieux placée pour accueillir ce lycée.

## Des subventions pour la gauche et l'immigration.

Cela ne surprendra personne, les Conseils régionaux adorent distribuer des subventions. S'il est bien sûr légitime de financer des associations sportives ou culturelles, qui contribuent à la vie sociale de nos villes et de nos villages, nous sommes en droit d'attendre des bénéficiaires de ces subventions une certaine neutralité politique. Recevoir l'argent du contribuable oblige !

Hélas, ce n'est pas le cas. Beaucoup de ces subventions viennent soutenir des associations de gauche, voire d'extrême-gauche, qui font ouvertement la promotion de l'immigration, de la lutte contre un pseudo-racisme structurel, et qui bien souvent prennent parti contre le Rassemblement National aux élections.

Pour citer quelques exemples, on peut parler de la **Bretagne** : elle donne un million d'euros pour le dispositif Karta, qui finance des projets pédagogiques très orientés sur le « vivre-ensemble » et les « discriminations ». Ou encore de la **Nouvelle-Aquitaine**, qui a versé 80 000 euros en 2018 pour un programme d'enseignement du français à destination des réfugiés et des demandeurs d'asile, ou 9 000 € à l'association « escales documentaires », qui fait la promotion de l'immigration. Mais ces subventions immigrationnistes ne sont pas l'apanage de la gauche, bien au contraire ! Les Conseils régionaux considérés de droite ne se privent pas, eux non plus, de financer des associations ouvertement de gauche.

En **Île-de-France**, ce sont des dizaines de milliers d'euros qui partent tous les ans financer des associations « antiracistes ». En **Normandie**, un total de 49 378 euros va dans les caisses d'associations comme France Terre d'Asile, Solidarité avec les travailleurs immigrés, les Amis du Printemps Arabe, le Musée canadien pour les droits de la personne, l'Association des étudiants maliens de Rouen, ou encore Planète Réfugiés.

Xavier Bertrand dans les **Hauts-de-France** ne se prive pas de financer des associations qui œuvrent au maintien des migrants dans la région. Et tant pis pour les Calaisiens qui n'en peuvent plus de cette immigration.

La Région **Grand Est** de Jean Rottner ne s'est pas privée de verser 150 000 euros aux honteuses cérémonies du centenaire de Verdun, qui ont vu un « footing » sur les tombes des soldats. En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, uniquement en 2019, ce sont plus de 2,3 millions d'euros qui ont été versés à des associations culturelles ouvertement de gauche.

La palme de la lâcheté revient sans doute à Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes : sous la pression de la gauche, celui-ci a mis fin en 2019 à une subvention de 22 000 euros à l'association SOS Chrétiens d'Orient. Parce que celle-ci ne milite pas pour plus d'immigration ?





# L'ACTION DE VOS ÉLUS RN

« À ma demande, le groupe LR a décidé de voter systématiquement contre toutes les motions du FN. Nous sommes inexorablement opposés au FN. »

**Pierre-Paul Leonelli**

*Président du groupe LR-UDI-MoDem au Conseil régional de PACA*

Le sectarisme comme boussole

Depuis le début de la mandature, les élus RN travaillent d'arrache-pied pour défendre les intérêts des Français. Il n'est pourtant pas facile de vaincre le sectarisme revendiqué de nos adversaires ! Ils sont contre tout ce que nous faisons et tout ce que nous disons. Peu leur importe la justesse de nos propositions ou de nos analyses, c'est un non quasiment systématique. Au point qu'on en vient à se demander : si le RN proposait une motion disant que la Terre est ronde, nos adversaires de droite et de gauche voteraient-ils contre ?

Dans ces conditions difficiles, en bute à une hostilité de principe des autres forces politiques et à un boycott de la presse locale, le travail et le sérieux de nos élus leur a néanmoins permis de gagner le respect de nombre d'acteurs politiques. Et parfois même à obtenir des victoires bien réelles.

## Gérer en bon père de famille

Les deniers régionaux ne sont pas à la disposition de l'exécutif pour qu'il en fasse tout et n'importe quoi. C'est l'argent du contribuable, qui est en droit d'attendre que ses impôts soient dépensés de la façon la plus efficiente. C'est en tout cas notre vision des choses, et c'est la position que les élus RN ont défendu tout au long de la mandature.

Dans toutes les Régions, nos élus ont mis leur mandat à profit pour identifier des pistes d'économies possibles. En **Bourgogne-Franche-Comté** par exemple, ce sont 37,6 millions d'euros de dépenses inutiles qui pourraient être rendus aux contribuables au plus vite !

En **Grand Est**, l'action des élus RN a ainsi permis une économie de 20 millions d'euros : la majorité LR voulait créer une « Maison de la Région », le Groupe RN a fait reculer l'exécutif sur ce projet dispendieux.

En **Normandie**, le travail de nos élus les a conduits à découvrir une dette « oubliée » de... 336 millions d'euros. Une très grosse anomalie comptable, qui aurait pu avoir des

conséquences autrement plus importantes si elle avait perduré.

## La relance économique par le local

Les Régions peuvent, et même doivent, soutenir l'économie. Mais pour cela, il faut sortir des dogmes libre-échangistes et oser engager une politique localiste, en défendant notamment les industries locales. C'est par exemple ce qu'a défendu le Groupe RN en **Grand Est**, en poussant la majorité régionale à proposer une motion de soutien au site de Reichshoffen en juillet 2020.

Mais également en défendant des aménagements qui permettent le soutien à l'activité économique locale : en **Pays-de-la-Loire**, le Groupe RN propose depuis des années de développer les accès du Grand port maritime de Saint-Nazaire, encore très enclavé.

## Transports régionaux : priorité aux déplacements quotidiens

Un mot peut résumer la position de nos élus sur la question des transports : pragmatisme. Nous ne nous opposons pas à tel ou tel projet pour des raisons idéologiques, mais bien parce que nous estimons qu'il est néfaste, inadapté, mal fait, qu'il ne répond pas aux besoins de nos concitoyens, ou simplement parce que c'est de l'argent mal utilisé quand il y a tant de besoins ailleurs.

C'est ce pragmatisme qui fait qu'en **Pays-de-la-Loire**, les élus RN se sont toujours opposés au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, destructeur de biodiversité et inutile au vu de l'évolution du trafic. Ils proposaient à la place un réaménagement de l'aéroport de Nantes-Atlantique. La suite des événements a donné raison à leur analyse...

Dans la même Région, le groupe RN demandait depuis 2015 le rétablissement de la ligne Cholet-Les-Herbiers : en 2018, l'exécutif régional a enfin lancé les études sur cette ligne.

En **Nouvelle-Aquitaine**, la mobilisation du Groupe RN a conduit l'exécutif socialiste à rétablir la gratuité des transports régionaux pour les anciens combattants.

Dans les **Hauts-de-France**, nos élus ont proposé un amendement d'exonération de la carte grise pour les véhicules hybrides, électriques ou roulant à l'éthanol ou au GPL pour toute la région. L'amendement a été rejeté, mais Xavier Bertrand a ensuite repris cette mesure à son compte.

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, le groupe RN a défendu tout au long de la mandature la « ligne de vie » parcourant la vallée de la Roya dans les Alpes-Maritimes, dont chacun a pu mesurer l'importance lors de la terrible tempête Alex ayant frappé ce territoire.

## Rééquilibrer nos territoires

Nos élus ont fait de nombreuses propositions concrètes pour développer nos territoires et enrayer l'hyper-métropolisation. Et parfois, nous réussissons à convaincre les exécutifs régionaux de la justesse de nos vues.

En **Bretagne** par exemple, le Groupe RN a fait voter un vœu demandant à l'État un moratoire sur les fermetures de services publics dans les petites communes et les villes



moyennes. En **Pays-de-la-Loire**, nos élus demandent depuis le début de la mandature qu'on étudie de nouveaux franchissements de la Loire. En 2019, enfin, l'exécutif a repris à son compte cette demande et lancé cette étude !

## Le localisme plutôt que l'écologie punitive

Contre les dogmes absurdes de l'éolien et de la guerre aux automobilistes, nous proposons une écologie positive, concrète, qui privilégie le respect de nos terroirs et de nos territoires. Et bien souvent, les exécutifs régionaux reprennent nos propositions.

En Haut-de-France, le Groupe RN a demandé en 2018 que les cantines scolaires servent 20% de produits bio. Demande refusée par Xavier Bertrand... mais appliquée en 2019 !

En **Île-de-France**, les élus RN ont déposé un vœu sur la protection animale. Valérie Pécresse a annoncé vouloir reprendre ce vœu à son initiative... tout en faisant voter contre. Il faut croire que le ridicule ne tue pas.

## Lycées : halte à l'instrumentalisation

Nos élus ne restent pas les bras croisés quand des présidents de Région peu scrupuleux se servent des moyens du Conseil régional pour récompenser leurs amis ou punir ceux qui ne leur reviennent pas. C'est ainsi qu'en **Occitanie**, Julien Sanchez a fait condamner Carole Delga pour discrimination : celle-ci refusait de construire un lycée à Beaucaire, sans autre raison que la couleur politique de la commune ! Heureusement, la Justice lui a donné tort.

## Promouvoir notre culture

Vos élus Rassemblement National veillent à ce que les fonds consacrés à la culture soient bien utilisés, au bénéfice de notre identité.

En **Île-de-France**, chaque année depuis 2015, le groupe RN présentait un « contre-budget » culturel : là où Valérie Pécresse donnait de l'argent à des associations de gauche, nos élus proposaient de redéployer ces fonds vers l'entretien et la restauration de notre patrimoine, tout en rationalisant les subventions au spectacle vivant. Contre-budget systématiquement rejeté par l'exécutif jusqu'à ce qu'au bout de quatre ans, Valérie Pécresse reprenne très largement les propositions du RN ! Elle ne s'en est bien sûr pas vanté, mais le résultat est là.

Parfois, la vigilance du Groupe RN force les exécutifs à annuler certaines subventions prévues pour des associations trop ouvertement militantes. Ainsi, en **Bourgogne-Franche-Comté**, nos élus ont pu obtenir la suppression de la subvention au Festival des idées (réunion politique de gauche). En **Occitanie**, la mobilisation du groupe RN et de Louis Aliot – alors député – a poussé le Conseil régional à s'engager à apporter les crédits nécessaires à la sauvegarde du Musée de Tautavel, dans les Pyrénées-Orientales.

Tandis que dans le **Grand Est**, le Groupe RN a réussi à faire voter une motion interdisant l'utilisation de l'écriture inclusive dans les documents du Conseil régional.

## Immigration & Islamisme : les Régions aussi s'en mêlent

Aucune collectivité française ne peut espérer échapper aux questions posées par

l'immigration massive et ses conséquences, le communautarisme et l'islamisme. Les élus RN sont bien évidemment en première ligne sur ce sujet, si grave pour la France et les Français. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'action du groupe RN a poussé l'exécutif à préciser, dans son rapport sur l'antisémitisme, que l'islamisme est l'une des principales causes de l'antisémitisme en France. Après Mohammed Merah et l'Hypercacher, il était temps de le rappeler !

Toujours en Auvergne-Rhône-Alpes, le groupe RN a déposé un vœu en 2016 pour refuser l'accueil des migrants de Calais. Laurent Wauquiez a refusé de l'inscrire à l'ordre du jour, mais le groupe LR a déposé... exactement le même vœu. Une manœuvre un peu minable visant à maintenir le boycott de principe de nos propositions. Mais ce qui nous importe, c'est bien le fond : cette prise de position a été une victoire du Rassemblement National.

Dans les **Hauts-de-France**, depuis le début de la mandature, le groupe RN demande la suppression des subventions au lycée islamiste Averroès. Demande refusée par Xavier Bertrand, jusqu'en 2019, où la Région a enfin coupé les subventions à ce lycée : la persévérance du RN a payé.

En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, l'activisme du groupe RN en Assemblée plénière a forcé Renaud Muselier à repousser puis abandonner le vote d'une subvention de 232 000 euros à une association immigrationniste. Mis devant les preuves, il a été obligé de reculer ! Par le passé déjà, les élus RN avaient obtenu l'abandon de 80 000 euros de subventions destinées à plusieurs associations pro-immigration. En Centre-Val-de-Loire, la motion « Ma Région sans migrants » a divisé la majorité de droite : si les élus LR ont voté contre, Guillaume Peltier s'est réfugié dans une lâche abstention.

---







# Vers une France riche et forte de ses territoires et de ses terroirs

*Par Marine Le Pen*

Face à l'extraordinaire défi que sera sa reconstruction au lendemain d'une crise sanitaire et économique sans précédent, notre pays devra compter sur toutes ses forces, au premier rang desquelles ses régions.

Cependant, ce ne sont pas les exécutifs sortants qui pourront relever ce défi. Depuis 30 ans, les mêmes se succèdent et échouent. Aujourd'hui, nos Régions en tant qu'institutions et collectivités sont autant dilatées qu'impuissantes.

Demain, la France aura besoin de régions recentrées sur leur cœur de compétence : le développement économique, les transports ou encore les lycées. En un mot, des institutions au service de nos concitoyens et non de leur président et des élus de la majorité.

L'échelon régional doit aussi et surtout être le cadre idéal pour donner vie et mettre en œuvre au quotidien une philosophie, une manière de voir et de penser qui sera celle des décennies à venir, en rupture avec le mondialisme d'hier : le localisme.

Plus que jamais constitutives de notre identité et de notre culture nationale, tournant le dos à une culture du gaspillage, de la communication à outrance et du sectarisme, nos régions pourront se concentrer sur l'essentiel : la protection, le rayonnement et la prospérité d'une France riche et forte de ses territoires.

---



RASSEMBLEMENTNATIONAL.FR